

République Française

Département des Yvelines

Saint-Quentin-en-Yvelines  
Communauté d'Agglomération

## EXTRAIT du REGISTRE des ARRÊTES du PRESIDENT

### OBJET :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

078-200058782-20260611-A2026-112-AI

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 12/06/2026

### ARRETE DE DESIGNATION DES REPRESENTANTS DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION AU SEIN DU THEATRE DE SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Procès-Verbal de l'élection du Président de la communauté d'agglomération en date du 09 Avril 2026,

Vu les statuts du théâtre de Saint-Quentin-en-Yvelines.

### ARRETE

**ARTICLE 1 :** Désignation est donnée, sous notre surveillance et notre responsabilité, pour représenter la communauté d'agglomération au sein du Conseil d'Administration du théâtre de Saint-Quentin-en-Yvelines dont l'EPCI est membre à :

- Madame Laurence DUFLOS
- Madame Ketchanh ABHAY
- Monsieur Eric-Alain JUNES
- Monsieur Yannick LE DORZE

**ARTICLE 2 :** Cet arrêté sera notifié aux intéressés et publié. Ampliation sera transmise à :

- Monsieur le Préfet des Yvelines,
- Monsieur le Trésorier principal de Saint-Quentin-en-Yvelines.

Fait à Trappes,  
Le

11 JUIN 2026



Le Président,

*Lorrain Merckaert*  
LORRAIN MERCKAERT

Publié sur le site de la Communauté d'Agglomération <https://www.saint-quentin-en-yvelines.fr>

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Versailles qui peut être saisi de manière dématérialisée à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) dans un délai de deux mois à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- Date de sa réception en Préfecture ;
- Date de sa publication et/ou de sa notification.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale. Ce recours suspend le délai de recours contentieux qui recommencera à courir à compter de la réponse expresse de l'autorité territoriale ou à défaut de réponse, deux mois après l'introduction du recours gracieux.